

CTL DU 29 MARS 2019

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

Ce comité technique local se tient dans un contexte très particulier et très tendu pour les services et les personnels de la DGFIP. Ce malaise croissant s'exprime encore davantage depuis le 2 janvier et la mise en place du prélèvement à la source.

De nombreuses et nombreux agents, dans différents départements, se sont mis en grève contre les politiques mortifères de notre DG et de ce gouvernement contre les missions de la DGFIP, le service public et plus globalement contre l'ensemble de la fonction publique.

C'est ainsi que des chiffres irréels et venimeux sortent de la bouche du ministre Darmanin quand il se vante de pouvoir supprimer 15 000 emplois dans les trésoreries sur le secteur dépense plus 8000 emplois dans les SIP avec l'arrivée du PAS. Sur quoi se base-t-il ? Sans aucun doute, sur l'objectif qui lui est assigné : la liquidation de la DGFIP et en aucun cas sur la réalité de nos services.

Après le Contrôle Hiérarchisé de la Dépense et le Contrôle Allégé en Partenariat, les agences comptables et les effectifs en berne, la loi ESSOC (loi pour un État au service d'une société de confiance) (assortie de son "*droit à l'erreur*" et de son site ***oups.gouv.fr***) vont achever de transformer la DGFIP en passoire où le contrôle, si possible exercé par un robot, deviendra l'exception. Nul doute que nos redevables le constateront bien vite, précédant lentement mais sûrement notre procès collectif en inutilité.

La fin du numéraire en 2020, administration "*full*" numérique en 2022, travail distant industrialisé sur des plate-formes ou travail itinérant en car des services publics, voilà l'avenir détestable qui nous est promis.

Les personnels de la DDFiP de l'Ariège sont bien évidemment inquiets sur l'ampleur de la "*géographie revisitée*" pour notre département.

Désormais, le gouvernement ne veut plus raisonner par département mais par "*bassin de vie*", et il souhaite "*sortir*" les administrations des villes-préfectures ! Il y a peu nos ministres ont dévoilé publiquement le triste sort réservé à la Haute-Vienne et à la Corrèze, en mode VRP, à grand renfort de communication et d'affichages trompeurs pour séduire les élus.

Auparavant, vos homologues de la Vendée et de la Somme, par exemple, avaient annoncé leurs projets de cartographie pour 2022. Aujourd'hui, M. le président, vos intentions doivent être assez précises pour nous être présentées et nous vous demandons de jouer cartes sur table sans plus tarder. La transparence est demandée par tous sur la nouvelle organisation de la DGFIP en Ariège.

Les représentants de *FO DGFIP*

Titulaires : Cyril **GALY** ; Christophe **JORGE** ; Jérôme **ROUJAS**